

APPENDICE No 3

M. Caldwell:

Q. Le rapport ne le dit-il pas?—R. Non.

Le PRÉSIDENT: Je trouve étrange que des gens fassent ainsi un rapport d'un système financier et ne parlent pas de leurs mauvaises créances ou de leurs rentrées difficiles.

Le TÉMOIN: L'Association des cultivateurs du Manitoba n'a pas publié de rapport cette année. Le bilan a été publié. Je l'ai ici dans le *Monetary Times*, mais le rapport des opérations n'a pas été publié et le public n'en a pas pris connaissance. J'ai essayé d'en obtenir un exemplaire mais on m'a répondu qu'il n'y en avait pas.

Q. Pourtant, il s'agit de l'argent du public?—R. Naturellement on a fait un rapport au trésorier de la province.

M. Caldwell:

Q. Le rapport publié l'année dernière avait-il trait aux cinq années précédentes?—R. Oui, ce rapport a été publié.

Le président:

Q. Le trésorier provincial aurait sans doute ce rapport, je suppose?—R. Si vous en demandiez un exemplaire, on vous l'enverrait, j'en suis sûr.

Le PRÉSIDENT: Veuillez prendre note, monsieur le secrétaire, d'écrire au trésorier de la province du Manitoba et lui demander de bien vouloir nous envoyer tous les rapports concernant l'Association de Prêts agricoles du Manitoba.

Le TÉMOIN: Je puis vous donner des renseignements concernant les systèmes en vigueur en Australie et dans la Nouvelle-Zélande si vous le désirez.

Q. A quel sujet?—R. Les systèmes en opération dans l'Australie et dans la Nouvelle-Zélande.

Q. Nous serions heureux d'avoir ces renseignements si vous vouliez bien nous les fournir?—R. Je ne sais pas si je pourrai vous donner cela en détail.

Q. Si vous avez l'intention de citer un extrait, voulez-vous être assez bon de remettre cela au sténographe et nous l'insérerons dans le procès-verbal; je ne doute pas que cela nous soit très précieux.—R. Je n'ai pas beaucoup de détails, mais j'ai les chiffres représentant les montants prêtés et les balances impayées. On a . . .

Q. Quand vous dites "on", de qui voulez-vous parler?—R. En Australie, chacun des six Etats administre son propre système; c'est une affaire assez simple. Le gouvernement de l'Etat emprunte l'argent grâce à l'émission d'obligations et de débetures.

Q. Combien paie-t-on pour l'argent que emprunte?—R. Avant la guerre on obtenait l'argent au taux d'environ 4 p. 100, mais depuis que le taux a été augmenté on n'a pas emprunté beaucoup, on s'est servi des remboursements faits par les emprunteurs précédents.

Q. Depuis combien de temps ce système est-il en opération?—R. Depuis environ vingt ou trente ans. Au 30 juin 1920, dernière date à laquelle j'ai pu obtenir des renseignements, on avait prêté £19,765,000.

Q. C'est pour tous les gouvernements des Etats ensemble?—R. Oui. Dans chaque Etat on a accumulé des profits. On a administré le système d'après une marge de $\frac{1}{2}$ à 1 p. 100. Lorsqu'on empruntait l'argent, on le prêtait à $4\frac{1}{2}$ p. 100 et dans certains cas à 5 p. 100.

Q. Une marge plus faible que celle de la Saskatchewan?—R. Bien, on a accumulé un surplus. Dans l'Australie, chaque Etat a un surplus, atteignant un total pour les six Etats au 30 juin 1920, de £ 599,976.

Q. Avez-vous des chiffres pour une date plus récente que celle-là?—R. Non, monsieur. J'ai pris ces chiffres dans l'Annuaire du Commonwealth pour une année plus récente; cet annuaire n'était pas encore arrivé lorsque j'ai quitté